

**Assemblée générale**

Distr. générale
24 septembre 2003
Français
Original: anglais/arabe/russe

Cinquante-huitième session

Point 156 de l'ordre du jour

Mesures visant à éliminer le terrorisme international**Mesures visant à éliminer le terrorisme international****Rapport du Secrétaire général****Additif****Résumé*

Le présent rapport a été établi en application de la résolution 50/53 de l'Assemblée générale, intitulée : « Mesures visant à éliminer le terrorisme international ». Les informations qu'il contient ont été fournies par des États et des organisations internationales.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
II. Mesures prises aux niveaux national et international en matière de prévention et de répression du terrorisme international et renseignements sur les incidents provoqués par le terrorisme international	1-21	2
A. Informations communiquées par les États Membres	2-20	2
B. Informations communiquées par les organisations internationales	21	5

* Le présent additif contient des renseignements reçus après le 31 mai 2003, date indiquée dans la lettre du Secrétaire général en date du 19 février 2003 qui demandait des renseignements pour insertion dans le rapport.



II. Mesures prises aux niveaux national et international en matière de prévention et de répression du terrorisme international et renseignements sur les incidents provoqués par le terrorisme international

1. Les textes figurant dans ce chapitre décrivent les mesures prises par les États Membres et les organisations internationales, et reprennent directement les informations présentées dans les rapports des États Membres et organisations internationales concernées.

A. Informations communiquées par les États Membres¹

2. Le **Bélarus** a indiqué qu'il s'apprêtait à ratifier la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Il a en outre fait observer que son Code pénal comportait diverses dispositions juridiques visant à prévenir et à réprimer les actes criminels internationaux, ainsi qu'à établir une responsabilité pour les atteintes à la paix et à la sécurité des personnes. De plus, la législation nationale du Bélarus contient des dispositions figurant dans les conventions internationales relatives à la lutte antiterroriste; cela est conforme à la Constitution, qui stipule que le Bélarus reconnaît la primauté des principes universellement reconnus du droit international et aligne sa législation sur ces principes.

3. Le Code pénal du Bélarus établit la responsabilité pénale des personnes qui commettent des actes de terrorisme visant des représentants d'un État étranger (art. 124), qui perpètrent des attentats contre des institutions sous protection internationale (art. 125) ou qui organisent ou exécutent sur le territoire d'un État étranger des attentats à l'explosif, des incendies criminels ou autres actes visant à causer des pertes en vies humaines ou des blessures, à détruire ou endommager des bâtiments, des installations, des moyens de transport, des moyens de communication et d'autres biens dans le but de provoquer des tensions ou de déclencher des hostilités internationales, ou de déstabiliser la situation interne d'un État étranger, ou encore d'assassiner une personnalité politique ou publique d'un État étranger ou de la blesser, ou d'endommager des biens appartenant à ces personnes pour les mêmes raisons (terrorisme international) (art. 126).

4. En outre, le Bélarus a établi une responsabilité pénale pour le recrutement, l'instruction, le financement, l'aide matérielle et l'utilisation de mercenaires (art. 132 du Code pénal), les activités mercenaires (art. 133), les prises d'otages (art. 291), les actes terroristes (art. 359) et les actes de sabotage (art. 360).

5. L'article 16 du Code pénal établit la responsabilité pénale aussi bien de ceux qui commettent eux-mêmes de tels actes que de leurs organisateurs ou instigateurs et de leurs complices. Les personnes qui financent des activités terroristes peuvent également être tenues pénalement responsables en tant que complices.

6. Le Bélarus a en outre indiqué qu'il avait créé, au sein du Comité chargé de la sécurité de l'État, un centre contre le terrorisme et qu'il avait pris des dispositions en vue d'établir une coopération étroite entre ce centre et le Centre antiterroriste des États membres de la Communauté d'États indépendants.

7. Dans l'ensemble, les mesures qui ont été prises au niveau national en vue de prévenir et d'éliminer le terrorisme international sous toutes ses formes ont permis de lutter efficacement contre ce phénomène.

8. Les services de police n'ont repéré sur le territoire du Bélarus aucun incident imputable au terrorisme international. Par conséquent, aucun procès n'a été engagé concernant de tels actes et aucune enquête criminelle n'a été ouverte sur des personnes soupçonnées d'avoir commis de telles infractions.

9. Le Bélarus a également fourni une liste et les textes des principales lois qu'il a adoptées dans le domaine de la lutte antiterroriste.

10. La **Malaisie** a indiqué qu'elle s'apprêtait à ratifier les conventions et protocoles des Nations Unies relatifs à la lutte contre le terrorisme auxquels elle n'est pas encore partie et qu'elle avait commencé à adopter des amendements législatifs pour permettre une mise en oeuvre efficace de ces instruments.

11. En outre, la Malaisie a déclaré qu'aucun incident provoqué par le terrorisme international n'avait eu lieu sur son territoire depuis la présentation de son rapport précédent, le 7 juin 2002. À la suite d'une enquête approfondie, le Gouvernement a été heureux de constater qu'il n'existait pas de lien structurel entre le groupe Kumpulan Militan Malaysia et Al-Qaida ou Jemaah Islamiyah. Il a réaffirmé sa volonté d'engager une action préventive ferme et résolue contre les groupes et individus qui entretiennent des liens avec des groupes terroristes dans le pays. À cet égard, les autorités compétentes surveillent en permanence les activités menées par des groupes ou des personnes soupçonnés d'avoir des tendances extrémistes.

12. Les **Pays-Bas** ont déclaré que leur législation offrait aux services de la police et de la justice les instruments nécessaires pour prévenir et combattre le terrorisme. La législation pénale satisfait aux exigences énoncées dans les diverses conventions relatives à la lutte antiterroriste. Les Pays-Bas ont en outre adopté des directives qui permettent de geler immédiatement les avoirs appartenant à des personnes ou des organisations liées au terrorisme. L'octroi d'un appui financier ou économique, direct ou indirect, à ces personnes et organisations constitue une infraction qui peut entraîner une peine de prison. Qui plus est, un projet de loi portant sur les crimes terroristes devrait être adopté en 2003, pour donner effet à la décision-cadre relative à la lutte antiterroriste de l'Union européenne. Il prévoit des peines plus lourdes pour les crimes ayant des mobiles terroristes et apporte un certain nombre d'améliorations à la législation pénale en vue de mettre un terme aux activités visant à recruter des terroristes. La lutte antiterroriste implique une évaluation et, le cas échéant, une révision de la législation pour tenir compte du visage changeant du terrorisme.

13. Les Pays-Bas attachent une grande importance à la lutte contre le financement du terrorisme. En plus des directives susmentionnées, qui permettent de geler les avoirs appartenant à des personnes ou des organisations liées au terrorisme, des dispositions législatives portant notamment sur les transactions suspectes et l'identification des clients ont été adoptées. Les directives prévues dans la loi sur la déclaration des transactions inhabituelles (Services financiers) contribuent largement à faciliter le contrôle des mouvements de fonds. Sont tenues de signaler les transactions suspectes les entités suivantes : les banques, les compagnies d'assurance, De Nederlandsche Bank (banque centrale des Pays-Bas), les sociétés de cartes de crédit, les organismes dépositaires de titres, les bureaux de change, les

organismes qui effectuent des transferts de fonds, les casinos et les principaux intervenants sur le marché – marchands d'articles de luxe et membres des professions libérales – avocats, notaires, agents immobiliers, conseillers fiscaux, experts-comptables et directeurs d'entreprise. Le dispositif de contrôle des transactions inhabituelles est si vaste qu'il couvre, outre les opérations de blanchiment d'argent, les opérations de financement du terrorisme. Ce dispositif détaillé ne se limite pas à la déclaration automatique de toute transaction dépassant un montant donné, il prévoit également l'obligation de donner des informations sur le comportement, la conduite, l'attitude et les desiderata du client. Les établissements financiers et autres, qui sont tenus de signaler les transactions inhabituelles, sont également obligés, en vertu de la loi sur l'identification (Services financiers), d'identifier leurs clients avant de leur fournir un service. Cette obligation s'applique aussi bien à des transactions ponctuelles qu'aux transactions avec des clients de longue date. Les clients doivent apporter la preuve de leur identité à l'aide de documents fiables; si un client prévoit de se faire représenter par un tiers, celui-ci doit être identifié au même titre que le client. S'il y a des doutes quant à l'identité d'un client, l'établissement concerné doit refuser de lui fournir ses services. Le refus de se conformer aux règles imposées par la loi est une infraction pénale en vertu de la loi sur les infractions économiques et entraîne une peine d'emprisonnement pouvant atteindre quatre ans².

14. Le **Qatar** a précisé que, sur la question de l'adhésion à toutes les conventions et tous les protocoles internationaux relatifs à la lutte antiterroriste, y compris la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, un Comité interministériel avait soumis ses recommandations au Conseil des ministres, qui a décidé de ratifier ou d'accéder à la majorité de ces instruments, à savoir : la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, le Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, la Convention internationale contre la prise d'otages, le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, la Convention arabe pour la répression du terrorisme et la Convention de l'Organisation de la Conférence islamique sur la lutte contre le terrorisme international.

15. En ce qui concerne les autres conventions dont l'examen a été confié au Comité susmentionné, le Conseil des ministres a décidé qu'une étude appropriée devrait être menée en prévision d'une adhésion prochaine à ces conventions.

16. Le Qatar a en outre fourni une liste d'accords bilatéraux portant sur l'extradition de criminels et l'échange d'informations les concernant, qu'il a signés ou ratifiés ou qu'il est en train d'examiner³.

17. Par ailleurs, le Qatar a ajouté que les autorités législatives compétentes avaient élaboré un projet de code pénal qui doit remplacer le Code pénal actuellement en vigueur. Le troisième chapitre de ce projet contient des dispositions relatives aux infractions terroristes. Il contient en outre des dispositions portant sur la définition et l'incrimination des actes de terrorisme, qu'ils soient perpétrés par des individus ou par des groupes, et prévoit diverses peines selon la gravité de l'infraction; la peine maximum étant l'emprisonnement à vie ou la peine capitale (art. 138 à 140). L'organe compétent du Gouvernement a mis la dernière main au projet de code en

matière de lutte antiterroriste, l'objectif étant de disposer d'un code distinct du Code pénal.

18. Le Qatar a également fait savoir que le nouveau projet de code de procédure pénale contenait de nombreuses dispositions conformes aux normes internationales en la matière, s'agissant notamment de l'extradition de criminels. Le Conseil des ministres et le Conseil consultatif de l'État ont approuvé ce projet, ainsi que le projet de code pénal. Ces deux projets en sont au stade final, les procédures législatives nécessaires étant en cours d'achèvement.

19. La **Suède** a signalé qu'en 2002, une nouvelle loi sur les peines prévues pour le financement de crimes graves était entrée en vigueur. Conformément à cette loi, le fait de collecter, de fournir ou de recevoir de l'argent ou d'autres fonds en vue de les utiliser, ou sachant qu'ils seront utilisés, pour commettre des crimes graves, qui sont qualifiés d'actes de terrorisme dans les conventions internationales, est passible de sanctions. La tentative de commettre de tels crimes est également sanctionnée. Les banques et établissements financiers sont tenus – tout comme s'il s'agissait d'une éventuelle opération de blanchiment d'argent – de surveiller les transactions dont on peut soupçonner qu'elles portent sur des fonds qui seront utilisés en vue de financer des crimes graves, et de les signaler à la police.

20. Afin de satisfaire aux obligations énoncées dans la décision-cadre relative à la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne, une nouvelle loi sur la responsabilité pénale pour les crimes terroristes est entrée en vigueur le 1er juillet 2003. Cette loi contient une liste des actes déjà qualifiés d'infraction qui, dans certaines circonstances, peuvent être considérés comme des crimes terroristes, à savoir : les assassinats, les prises d'otages et la propagation d'un poison ou d'une substance contagieuse. Elle stipule que de tels actes risquent fortement de porter atteinte à un État ou une organisation intergouvernementale et ont pour objet 1) d'intimider une population ou un groupe de population, 2) de contraindre indûment un organisme public ou une organisation internationale à exécuter ou à s'abstenir d'exécuter une action, ou 3) d'ébranler les structures politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales fondamentales d'un État ou d'une organisation intergouvernementale. La tentative, la préparation ou l'entente en vue de commettre des actes terroristes ou le refus de révéler de tels crimes sont également passibles de sanctions. Les tribunaux suédois auront une compétence réputée universelle pour connaître des crimes terroristes, indépendamment du lieu où ils ont été commis et quel qu'en soit l'auteur.

B. Informations communiquées par les organisations internationales

21. L'**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture** (UNESCO) a indiqué qu'elle avait organisé à Paris, le 26 février 2003, une réunion consultative interorganisations ayant pour thème : « Promouvoir la paix et la sécurité par l'éducation et la science : éléments en vue de l'élaboration d'une stratégie des Nations Unies contre le terrorisme ».

Notes

- ¹ Les informations concernant la participation des États aux accords multilatéraux relatifs au terrorisme international sont présentées séparément au chapitre III.A du rapport principal (A/58/116). On trouvera des informations complémentaires dans les rapports que les États ont soumis au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, qui peuvent être consultés à l'adresse suivante : <www.un.org/Docs/sc/committees/1373>.
- ² Une traduction en anglais de la loi sur l'identification (Services financiers), du décret sur les institutions et services assujettis à la loi sur l'identification (Services financiers) et de la loi sur la déclaration des transactions inhabituelles (Services financiers) peut être consultée à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques.
- ³ Cette liste peut être consultée à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques.